

LOIRE ATLANTIQUE **les nouvelles**

Édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 485 - 22 décembre 1988 - Prix 2,50 F

JOYEUX NOËL

UNE BONNE ANNÉE

L'année 88 s'achève, elle restera dans les mémoires comme une année où les luttes ont marqué un recul des idées de résignation.

De grands mouvements se sont développés, ceux de l'Alstom, des infirmières, des traminots dans notre département, mais également une multitude d'actions, de grèves dans divers secteurs pour les salaires comme à Berylco où satisfaction a été obtenue.

Fait marquant, le contenu de ces luttes ne concernent plus seulement l'indispensable défense de l'outil de travail, de l'emploi face à la politique de casse, de redéploiement du capital, mais portent de plus en plus souvent sur la revalorisation du pouvoir d'achat.

La politique d'austérité qui se développe depuis 82 a permis la multiplication des profits et l'état de la bourse de Nantes témoigne de l'ampleur de la spéculation. Il y a donc de l'argent pour satisfaire les revendications.

Les salariés sont de plus en plus nombreux à passer de la grogne à l'action. Les communistes éclairent les possibilités de faire d'autres choix, de faire autrement en montrant les sources de difficultés, en mettant à jour le caractère de classe des décisions prises et leurs conséquences sur la vie des gens.

Cette bataille idéologique permet de combattre les idées développées par toutes les forces qui ont intérêt à entretenir les attitudes de résignation, de fatalité. Elle aide la lutte à se développer.

Nos actions pour le rétablissement d'un taux du versement transport à 1,5 %, celle pour débloquer les fonds de l'ASSE-

DIC afin de soulager les difficultés des plus démunis, celle, à St-Herblain, contre le financement public de la multinationale Gilette, ou encore notre campagne en faveur de la construction de lycées et, pour affecter 40 milliards au budget de l'Education en les prélevant sur celui du surarmement, celle pour l'abrogation de la loi Méhaignerie... sont autant de moments où nous œuvrons au rassemblement en nous adressant aux gens pour, avec eux, avec les formes qu'ils choisissent, trouver les réponses aux problèmes auxquels ils sont confrontés.

C'est dans cet esprit que nous entamons la campagne des élec-

tions municipales. Nous faisons tout pour favoriser l'union dont la population a besoin, pour une politique correspondant à ses besoins, pour battre la droite, faire reculer l'austérité.

Pour mener nos tâches à bien, construire le rassemblement populaire majoritaire à partir de chaque problème concret posé dans la vie, nous avons besoin d'un Parti encore mieux implanté dans tous les lieux (entreprises, bureaux, quartiers populaires...) où les gens se heurtent aux choix de classe du capital où ils ont intérêt à se rassembler pour changer de politique.

Avec plus de 600 adhésions nouvelles, l'année 88 est aussi marquée par un renforcement de nos forces organisées en Loire-Atlantique. Ces prochains jours nous allons remettre à chaque communiste sa carte 89, non seulement nous avons l'ambition que chacun devienne un « pôle de rayonnement » de notre politique, mais nous voulons aussi gagner de nouveaux adhérents pour déployer notre politique.

Joël BUSSON,
Membre du Secrétariat
Fédéral.



Pour la libération de Mandela dans les rues de Nantes.

ASSEMBLÉES DE MILITANTS DU P.C.F. PAR SECTION

NANTES, 4 janvier, Jackie HOFFMAN,
membre du Bureau Politique du P.C.F.

SAINT-NAZAIRE, 4 janvier.

BRIÈRE, 5 janvier, avec Jackie HOFFMAN.

SAINT-HERBLAIN, 11 janvier.

REZÉ, 12 janvier.

CARQUEFOU, 13 janvier.

PAYS DE RETZ, 14 janvier.

Les autres sections ne nous ont pas communiqué leurs dates. Se renseigner auprès d'elles.

SOMMAIRE

- Les communistes développent leur action pour le rétablissement du versement transport au taux de 1,5 %

p. 3

- L'extension de Waterman à Saint-Herblain

- Gilette peut payer, ce n'est pas aux contribuables de financer une Multinationale

- J.-Louis LE CORRE Construire de nouveaux lycées

- Des moyens pour l'Ecole

- Liberté pour Mandela

- Souscription du P.C.F.

p. 3

BARA, « Un enfant dans la légende révolutionnaire »

de Louis OURY

dont nous avons commencé l'édition se poursuivra dans nos prochains numéros

POUR LES TRANSPORTS

30 milliards de centimes à regagner



On peut légitimement poser la question, si il n'y avait pas eu d'élus communistes au SIMAN qui aurait voté contre les cadeaux renouvelés au patronat et se serait opposé à l'augmentation des tarifs des transports en commun dans l'agglomération.

Vendredi dernier, les élus de l'agglomération nantaise votaient le budget 89 des transports.

Les communistes avaient décidé de soutenir devant l'assemblée l'action engagée sur le rétablissement du taux de 1,5 % au versement transport payé par les entreprises.

La pétition lancée l'avant-veille recueillait déjà un millier de signatures. Forte de ce soutien, une délégation de militants du PCF assistait à la réunion du SIMAN. J.-P. Brémont, au nom des élus communistes, soutenait l'action des tramotins venus en délégation à l'appel de la CGT.

Les revendications des tramotins peuvent être satisfaites, il y a de l'argent pour répondre également aux besoins d'amélioration du service public.

Le choix des élus de droite tourne le dos à cette nécessité, au nom d'une prétendue productivité qui conduit à la dégradation du service et de la sécurité.

LES COMPTES PARLENT

D'après les rapports annuels de la SEMITAN, nous constatons :

1°) que le nombre de déplacements a augmenté de 12 770 000 entre 81 et 87 (nombre de titres achetés) ; que dans le même temps, le nombre de voyages a augmenté de 20 895 000.

Cela signifie une multiplication du nombre de changements pour les usagers, un allongement des temps d'attente et de transport.

Par contre le nombre de kilomètres parcourus a diminué de 35 000 en 87 par rapport à 83, alors que pour cette période, 10 793 000 de déplacements supplémentaires ont été comptabilisés, avec pour conséquence des surcharges en particulier aux heures de pointe.

2°) De janvier 82 à août 88, l'indice INSEE des prix évolue de 43,2 %. Les tarifs évoluent eux de 46,82 % pour cette période et les charges en frais de personnel de 35,13 %.

Les salariés de la SEMITAN ont donc subi une perte de pouvoir d'achat. Leur lutte est donc justifiée tout comme l'action des communistes qui vise à récupérer 3 milliards de centimes que représentent le manque à gagner entre un versement transport de 1,5 % à 1,25 %, taux auquel il est aujourd'hui.

DES VOTES INSTRUCTIFS

Il faut savoir que depuis 86, à l'exception des élus communistes, l'ensemble des élus de l'agglomération ont voté la baisse de la part patronale.

En 86, celle-ci passe de 1,5 à 1,4 %, seule opposition celle des communistes.

En 87, nouvelle baisse votée de 1,4 à 1,3, l'action des élus communistes amène alors les élus socialistes à s'abstenir mais ils laissent faire.

En 88, nouvelle baisse de 1,3 à 1,25, la bataille des communistes amène alors les élus socialistes à voter contre avec les élus communistes.

L'objectif de la droite et du patronat a été précisément affirmé à plusieurs reprises et encore récemment dans une déclaration de l'Union Patronale de Loire-Atlantique et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes, ramener le VT au taux de 1 %.

UN PREMIER SUCCÈS

Cette volonté a été mise en échec grâce à l'action des communistes, vendredi au SIMAN la droite n'a pu procéder à une nouvelle baisse, l'assemblée votant le maintien du taux à 1,25 %. C'est un premier succès que nous allons mettre à profit pour la poursuite de l'action pour le retour au 1,5 % afin de financer les revendications et l'amélioration du service, les deux étant intimement liés.

POUR SUIVRE L'ACTION

Le mois de janvier va être pour les communistes de l'agglomération un temps fort pour l'expression des usagers en faveur du 1,5 %. Affiches et badges fleurissent et la pétition peut et doit recueillir encore des milliers et des milliers de signatures.

POUR SUIVRE L'ACTION

Ce n'est pas la tentative de diversion de Mariadec-Rivière essayant de culpabiliser les communistes en ne faisant référence qu'aux employeurs publics (hôpitaux, collectivités, etc...) qui sera de nature à masquer l'enjeu de cette bataille et surtout pas la contribution de ses amis de l'UPLA si prompt à crier sur le service public lorsque les travailleurs agissent pour leurs salaires et la sécurité, et donc pour un meilleur service public.

Qu'un représentant de la droite veut pour le patronat le « beurre et l'argent du beurre » ça ne nous étonne pas. Plus surprenante par contre la position du maire de Bouguenais : l'ancien gauchiste soixante huitard essayant de tourner à la dérision l'intervention de l'élu communiste qualifiant celle-ci de « sans doute spontanée ». Il est vrai que lorsque sur le fond l'action des communistes dérange les élus socialistes et la droite on refait bien vite le consensus à l'aide de petites diversions pour éviter d'avoir à se prononcer sur le 1,5 %, d'où la gymnastique de son collègue de Rezé qui avait pour difficile tâche de préparer l'avenir : « Pour 89, il faudra réfléchir... il faudra peut-être augmenter sans trop élever les taux ». A 1,3 % sans doute, niveau auquel les élus socialistes avaient dit ni oui, ni non. Dur, dur.

Pour nous, c'est 1,5 %, c'est nécessaire, c'est possible pour améliorer et développer les transports en commun, pour satisfaire les luttes revendicatives, pour faire financer ceux qui en tirent bénéfices à un taux normal prévu par la loi et alléger d'autant la charge des collectivités locales (aspect volontairement oublié par M. Rivière) et des usagers qui sont aussi des contribuables.

J.-L. LE CORRE : Construire de nouveaux lycées c'est urgent !

Devant le Conseil Régional, J.-Louis Le Corre, maire de Trignac, a défendu la revendication des parents d'élèves de Brière pour la construction de nouveaux lycées.

J.-L. Le Corre a montré que les besoins en établissements et en créations de postes s'éloignent de plus en plus des capacités actuelles avec l'accumulation des retards depuis plusieurs années.

Les transferts de responsabilités entre l'Etat et la région ne sont pas accompagnés de moyens financiers pour faire face aux besoins.

Le maire de Trignac illustre son propos en citant des situations au LEP de Saint-Nazaire notamment. Il souligne que la FCPE 44 « estime qu'il faut construire cinq lycées si l'on ne veut pas atteindre le point de rupture.

J.-L. Le Corre propose « à ceux qui pensent que le budget de l'Etat n'est pas extensible » de prélever les fonds nécessaires sur le budget de surarmement.

40 MILLIARDS POUR L'ECOLE

La première phase de la campagne 40 milliards pour l'école a remporté un vif succès.

Les communistes poursuivent leur action pour que l'école obtienne les moyens indispensables pour remplir à bien sa mission.

Une nouvelle carte dépliant vient d'être éditée. L'action a déjà contraint le gouvernement à prendre quelques mesures comme la création de 1 800 postes d'enseignants en plus pour les écoles et lycées, le doublement

des créations d'enseignants pour les universités, 250 millions supplémentaires pour les bourses scolaires...

Ces premiers résultats sont encourageants, mais sont loin de suffire.

En Loire-Atlantique, des besoins en lycées en postes d'enseignants... sont encore à gagner, raisons pour développer la campagne du PCF, « 40 milliards à prendre sur le budget du surarmement, pour l'école ».

LIBERTÉ POUR MANDELA

Le succès des manifestations des 8 et 9 décembre en Loire-Atlantique à l'initiative du Comité de Défense des Libertés et Droits de l'Homme du Parti Communiste Français est un encouragement pour tous ceux qui ne pratiquent pas ce combat de manière sélective.

Le badge, l'autocollant et l'insigne ainsi que le poster à l'effigie de Mandela remportent l'adhésion notamment des jeunes qui entendent sortir le plus ancien prisonnier politique du monde des geôles de l'Apartheid.

Diffuser par tous les moyens cette exigence est important. Il faut faire grandir le mouvement en sa faveur, rassembler pour vaincre. Ce combat dérange certain donneur de leçons de salon à propos des droits de l'Homme et ceux qui refusent de rompre toutes relations économiques avec l'Apartheid.

Nous allons contribuer à ce qu'ils ne soient pas tranquilles tant que Mandela sera en prison, tant que l'Apartheid existera grâce à leur aide. De nouvelles actions se dérouleront dans les prochaines semaines mais chaque jour, amis lecteurs, diffusez le badge, portez l'insigne... exigez « Liberté pour Mandela ».

SOUSCRIPTION DU P.C.F. Engagements (suite)

MEMBRE DU C.F.		MEMBRE DU COMITÉ DE SECTION DE NANTES	
Baron Alain	650	Auffret Gaston	600
Cavalié Magali	500	Lanuzel Raymond	700
Constant Claude	700	Leloup Michel	600
Doussin Serge	500	Le Guilloux Paul	1000
Gouty Michel	600	Moreau Philippe	600
Le Gac Loïc	300		
Le Hérisse Joël	450		
Magré René	600		
Moreau Michel	700		
		Gerbe	200
		Le Hérisse Michel	700
		Maurice André	600
		Gravoille Catherine	600
		Guillet Michel	400
		Mellhasw Hafid	150
		Enaud Gilbert	600
		Raballand Marylène	600
		Goïc Henri	600
		Loiret Xavier	600
		Morandeu Christiane	300
		Esperon Monique	400
		Riou Pierre	600
		Frouin Daniel	500
		Moreau Jean-Jacques	700
		Martel Jean-Paul	800
		Sophoniu Jean-Claude	400

CARNET BLANC

« Les Nouvelles » félicitent Geneviève et Jean-Paul Vince pour la naissance de Baptiste.

Patricia et Gilles Morinière pour la naissance d'Elsa.

Cathie et Christian Bernier pour la naissance de Justine.

GILETTE PEUT PAYER

L'extension de Watermann à St-Herblain

Gilette qui contrôle Waterman depuis que Francine a cédé les 52 % de sa participation aux yankees, ne fait pas dans la demi-mesure. S'il se trouve des élus prêts à payer pour la multinationale pourquoi hésiter !

Waterman-Gilette fait donc le coup du chantage à l'emploi et à Saint-Herblain les élus socialistes, maire en tête, marchent. Les élus communistes avec les salariés de Waterman se sont prononcés clairement depuis des mois sur la nécessité d'extension de l'usine sur place, d'autant que Waterman y dispose d'un terrain suffisant jouxtant l'entreprise. Les communistes se sont même prononcés pour des choix de fabrication correspondant mieux aux besoins du marché. Francine préfé-

rait le haut de gamme avec des carats...

Pour développer la production à Saint-Herblain, il faut créer des emplois et les élus communistes se battent pour cela avec la population, les salariés.

Mais céder au chantage d'une multinationale richissime, accéder à sa demande de financer à sa place une extension de l'usine sur un terrain lui appartenant ! Pas question.

Sur 18 mois, de mars 86 à septembre 87, précisent les élus communistes, les profits bruts s'élèvent à 81,3 millions de francs. Les ressources financières (capacités d'auto-financement) secrétées sur 5 ans (83 à 87) ont

été de 136,8 millions de francs dont 54 sur les derniers 18 mois. Les actionnaires ne se plaignent pas, hors avoir fiscal, les dividendes distribués atteignent 33,9 millions de francs sur 5 ans.

L'extension prévue pour une utilisation de 18 ans peut être donc aisément financée et amortie sans faire payer les contribuables herblinois. A moins que les élus apportent à cette multinationale un financement public bon marché pour les actionnaires qui auront ainsi tout loisir de spéculer sur le marché financier grâce à la trésorerie dégagée. Les élus communistes refusent de cautionner une telle politique, pour eux les profits doivent financer l'emploi.